



**MOTION PRÉSENTÉE PAR LE SNESUP-FSU, le SNCS-FSU, le SNASUB-FSU, la CGT, le SGEN, L'union étudiante, la FAGE, le Collectif 384, SUD,**

**SÉANCE du CNESER du 26 mars 2024**

*Les organisations syndicales signataires ont eu connaissance d'un document de travail intitulé « Les écoles normales du XXI<sup>e</sup> siècle » émanant du gouvernement. Il pose de graves problèmes en termes de conception et de mise en œuvre de la formation des enseignant-es et des CPE. Il est à la fois méprisant pour l'ensemble des collègues investi-es dans ces formations depuis de longues années et alarmant sur tous les aspects de gouvernance.*

La création des ENSP consiste finalement en la création d'une nouvelle structure sous double tutelle du MEN & MESR mais exempte de toutes les caractéristiques universitaires. On peut souligner des instances de contrôle *ad hoc*, des directeur-ices soumis-es à la réalisation « d'objectifs », etc. Cette création questionne non seulement l'existence et les missions des INSPE mais aussi la pérennité de tous les parcours répartis actuellement entre les quatre mentions de l'actuel master MEEF.

Les personnels enseignant-es et enseignant-es-chercheur-es seraient « choisi-es » par les tutelles, qui plus est sur des critères pour le moins flous et arbitraires (« expérimentés » ou encore « repérés »).

Dans cette volonté de tout contrôler, le projet prévoit de priver les personnels de certaines de leurs missions en contournant les libertés académiques et en ôtant la conception des maquettes et des contenus de formation aux équipes. En outre les contenus de formation mentionnés dans le document de travail ne sont pas à la hauteur des enjeux.

Hormis le mépris manifesté à l'endroit des collègues enseignant.es, enseignant.es chercheur.es et administratif.ves et des étudiant-es qui ont encore le souhait de devenir enseignant-e ou CPE, les orientations telles qu'elles apparaissent dans ce document est sont à tout point de vue intenable. Le calendrier de mise en œuvre est totalement irréaliste et sera source de souffrance pour les collègues concernés et déjà épuisés par les multiples réformes. Les organisations signataires et leurs élu-es au CNESER demandent instamment au MESR de s'expliquer sur sa contribution à un tel projet et de peser pour que de réelles négociations soient enfin mises en place avec l'ensemble des personnels et leurs représentant.es. Une formation universitaire de haut niveau aux métiers de l'enseignement et de l'éducation, pour répondre aux enjeux de notre société, doit pouvoir se construire en toute transparence et en mobilisant l'ensemble de ses acteurs et actrices.